



«UNE FAILLITE DE L'ESPAGNE SERAIT LA FIN DE L'EURO»

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE ROUSSELIN POUR *LE FIGARO*, 3 juin 2010

Quelle est la conséquence de l'abaissement de la note de la dette souveraine espagnole ?

Pour moi, personnellement, c'est très triste parce qu'il y a quelques années notre dette était mieux notée que la dette allemande. Pour mon pays, c'est préoccupant. Cela signifie une perte de crédibilité très grave pour l'économie et les finances de l'Espagne.

Comment peut-on éviter la contagion à l'Espagne de la crise grecque ?

Le problème concerne toute la zone euro. C'est une erreur d'avoir refusé une restructuration de la dette grecque sous le contrôle du Fonds monétaire international. On aurait pu utiliser une partie des énormes capitaux dégagés par l'Union européenne pour recapitaliser les banques. Mais on a préféré adresser un message selon lequel on ne laisserait pas un pays de la zone euro faire faillite sans se rendre compte que les différences entre les pays sont énormes. C'est une très grave erreur. Une intervention pour sauver la Grèce était possible mais elle serait impossible pour un pays de la taille de l'Espagne. Une faillite de l'Espagne provoquerait la chute de l'euro et probablement celle de l'Union européenne. Chercher à éviter la contagion équivaut à combattre une hémorragie sans remettre le patient en bonne santé.

La Grèce ou d'autres pays devraient-ils abandonner l'euro ?

Non. Ce serait une catastrophe pour ces pays et pour toute l'Europe. L'interdépendance dans la zone euro est telle que cela aurait des conséquences fatales sur le plan économique et sur le plan politique.

En évitant la faillite de la Grèce, rien n'a été réglé ?

Le risque est qu'il faille tout de même restructurer la dette grecque et que la crise ne devienne globale. Les dirigeants européens ont donné l'impression de céder à la panique. Ils ont commencé par promettre de venir au secours de la Grèce. Ensuite, ils ont offert 40 milliards

d'euros, et à peine dix jours plus tard ils se sont mis à parler de 110 milliards, pour arriver à 750 milliards une semaine plus tard. Tout cela a été fait au prix d'une perte de crédibilité de la BCE et de l'abandon d'une véritable dissuasion à l'égard des pays qui, à l'avenir, pourraient avoir un comportement fiscal irresponsable.

Que faire alors ?

Il faut apporter une réponse politique déterminée en s'appuyant sur quatre piliers :

- rétablir la stabilité de l'euro en revenant aux termes originaux du pacte de stabilité et de croissance ;
- lancer un programme ambitieux de réformes structurelles impulsées par l'Union européenne ;
- favoriser des pactes nationaux de stabilité ;
- établir des normes précises pour sanctionner les pays qui n'appliquent pas les règles.

Si l'on n'agit pas sur ces quatre chapitres, la crise s'aggraverait. En sortir exigera quoi qu'il en soit beaucoup de temps et des décisions douloureuses. Il faut restaurer la discipline budgétaire tout en faisant des réformes structurelles pour assurer la compétitivité et la croissance. Si ce signal n'est pas donné, les marchés ne seront jamais convaincus de notre capacité à maintenir un programme de réduction des déficits avec un coût social élevé.

C'est la politique préconisée par Angela Merkel...

Si nous voulons préparer l'Europe du futur, nous devons parier sur la stabilité, mais nous devons aussi construire une Europe extrêmement flexible. C'est la seule façon de ramener la croissance et de garantir l'emploi.

L'Europe doit-elle se doter d'un gouvernement économique européen ?

Il faut plus de coordination mais la voie que je préconise n'est pas celle d'un gouvernement économique européen, d'une BCE moins indépendante ou d'un euro très faible. Elle ne nécessite pas de réformes institutionnelles.

Pour appliquer cette politique, ne faut-il pas mettre en place des mécanismes ?

Il faut surtout une volonté politique. Nous avons passé neuf ans à parler de réformes institutionnelles de l'Europe pour aboutir au traité de Lisbonne et découvrir que nous avons toujours des problèmes institutionnels. Pourquoi ? Parce que ce qui nous manque, c'est,

aujourd'hui comme avant, la définition de politiques. Nous avons des présidents pour toutes les institutions européennes imaginables mais nous n'avons pas de politique !

L'engagement européen de l'Allemagne est-il en question ?

Il n'y a pas de raisons que l'Allemagne ait toujours à régler la facture. Les Allemands ont une grande responsabilité en Europe mais si vous recherchez les origines de la crise actuelle, vous les trouverez dans deux décisions très importantes.

La première, lorsque l'Allemagne et la France ont, en 2004, modifié les termes du pacte de stabilité et de croissance, elles ont commis une erreur immense. Cela a adressé un message désastreux aux autres pays et a compromis la crédibilité de l'ensemble de la zone euro.

L'autre décision malencontreuse a été de saboter le projet politique de l'Agenda de Lisbonne, qui consistait à faire de l'Europe l'économie la plus compétitive au monde. Ces deux décisions ont semé la graine de la crise actuelle.

Nous avons inondé l'Europe d'institutions et de postes, tout en re-nationalisant les politiques. C'est un mauvais chemin. Il faut plus de politique et moins d'institutions, davantage de vision globale et moins de nationalisme.

Que faut-il faire en Espagne pour rétablir la situation ?

L'Espagne a démontré dans le passé qu'elle était capable de tenir une discipline budgétaire, d'être compétitive, d'exporter et de libéraliser son économie. Le gouvernement actuel est un désastre. Il a arrêté de faire ses devoirs et de remplir ses responsabilités. C'est ce qui explique que la crise est bien plus grave qu'ailleurs. Nous avons abandonné la discipline et nous avons perdu notre compétitivité. Le gouvernement a d'abord arrêté l'introduction de plus de flexibilité dans l'économie espagnole, il a prétendu que le pays était à l'abri de la crise et il a ensuite pris les mauvaises mesures en augmentant les impôts et les dépenses. Il faut organiser une réponse politique à cette situation en réformant le marché du travail, le secteur de l'énergie et les retraites, en libéralisant davantage l'économie, en réduisant la taille des gouvernements régionaux, qui sont impossibles à financer, en entreprenant une vaste réforme fiscale. Voilà un vrai programme politique. Mais, pour le mettre en œuvre, il faut un changement de gouvernement.

Le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero ira-t-il jusqu'à la fin de son mandat ?

Il va essayer mais si le budget ne peut être adopté, il faudra des élections anticipées. Il y a parmi les socialistes espagnols un courant important qui se rend compte que le maintien de Zapatero n'est pas bon pour l'avenir du parti.